

Berger (CFDT): «La situation sociale est très grave»



Chômage, intermittents, cheminots, pacte de responsabilité... Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, revient dans un entretien à Mediapart sur la situation sociale du pays et la stratégie de son organisation syndicale qui talonne de près la CGT. Il s'explique sur ses relations avec le pouvoir alors que la barre des 5 millions de chômeurs vient d'être franchie en France métropolitaine.

Quinze mois après l'arrivée de Thierry Le Paon, la CGT n'en finit pas de panser les plaies de sa crise de succession. Brouillonne dans l'épais brouillard social, elle avance sans boussole ni ligne claire, se laissant dépasser par sa base comme lors du conflit à la SNCF où les cheminots ont mené l'une des plus longues grèves depuis 2010 alors que Le Paon avait promis au gouvernement 48 heures de grève maximum. La CFDT, elle, confortée par son congrès à Marseille qui s'est déroulée sans accroc, affiche sa bonne santé et sa cohérence interne. Elle assume son cap, accompagner les réformes du gouvernement, fussent-elles impopulaires.

Entretien avec Laurent Berger, son secrétaire général, en ce jeudi noir. D'un côté, des chiffres du chômage toujours aussi catastrophiques : le nombre de chômeurs de catégorie A, B et C a bondi de 34 300 en mai ([le détail est à lire ici](#)). C'est le septième mois consécutif de hausse et la barre des 5 millions de chômeurs, toutes catégories confondues, est franchie en France métropolitaine. De l'autre côté, dans la rue, en rang dispersé, partout en France, à l'appel de la CGT et Force ouvrière, des défilés au premier rang desquels les intermittents du spectacle qui ne décollèrent pas contre la nouvelle convention d'assurance chômage. Celle-ci a finalement été validée ce jeudi 26 mai par le ministre du travail, François Rebsamen.

Le chômage continue de battre des records. Les chiffres du mois de mai, publiés ce jeudi soir, sont encore très mauvais. Quelle est votre analyse ? Est-ce l'échec de la politique économique et sociale menée depuis deux ans par le gouvernement ?

Le chômage de masse, c'est une accumulation de crises que nous avons pris de plein fouet, une incapacité de la France à anticiper les mutations économiques mais aussi un échec des politiques économiques et sociales conduites par les gouvernements successifs y compris ces deux dernières années. La situation est très grave, inquiétante. Derrière ce chômage de masse, qui s'enkyste, il y a des situations individuelles très dures avec des gens qui s'enfoncent dans le chômage longue durée et même en cas de retour à une situation économique un peu plus favorable, ces personnes-là risquent fort de rester sur le bas-côté. Pour nous, deux axes doivent être développés. D'un côté, mettre en œuvre le pacte de responsabilité, faire en sorte que les bons choix soient faits en matière d'investissement et d'emploi et de l'autre côté, aider les chômeurs, de tous âges, jeunes comme seniors, mais aussi les autres, avec plus de contrats aidés, de mesures d'accompagnement. Il y a

sans doute aussi le rythme de la baisse des dépenses publiques qui est trop élevé. C'est tout l'enjeu des discussions au niveau de l'Europe.

Nous sommes très loin de l'inversion tant clamée par le gouvernement même si désormais, le ministre du Travail, François Rebsamen, contrairement à son prédécesseur Michel Sapin, se fait très prudent et ne parle plus que d'une stabilisation à 10% d'ici la fin de l'année, ce qui sera moins risqué puisque le taux de chômage se situe à 9,7% (10,1% avec l'Outremer) selon l'Insee. Que vous inspire ce nouvel axe de communication ?

Ce qui me préoccupe, ce sont les millions de victimes du chômage, pas les opérations de communication du gouvernement, les "madame soleil". Et même s'il est stabilisé à 10% à la fin de l'année, le taux de chômage restera énorme. Je préfère être dans l'action, parler d'aide aux chômeurs, de dynamisme économique plutôt que de disserter sur des prévisions hasardeuses.

François Rebsamen a dévoilé lundi les grandes lignes d'un plan pour l'emploi des seniors, [grands laissés pour compte des politiques publiques](#) dont le chômage explose sur la très longue durée. Est-ce suffisant ou le gouvernement manque-t-il d'ambition, d'imagination ?

Tout ce qui est fait en direction des chômeurs, ce n'est jamais trop. Nous sommes bien évidemment pour toute action qui favorisera le retour à l'emploi des seniors et incitera les entreprises à les garder ou à les reprendre mais cela restera conditionnée au fait que les employeurs jouent le jeu. Pour l'instant, nous attendons de voir les précisions de ce plan seniors à la conférence sociale mais c'est une mobilisation générale qu'il faut. Les seniors sont absents des politiques publiques mais surtout d'une véritable gestion des seniors dans les entreprises à commencer par leur maintien dans l'emploi. Les employeurs ont comme premier réflexe à l'égard des seniors de s'en séparer prématurément au prétexte de représentations erronées sur leur absence de productivité, leur coût. On voit bien la dérive des ruptures conventionnelles qui frappe les plus de cinquante ans, avant cela, c'était des transactions financières pour les faire partir. Il est dans la culture des entreprises de virer avant la retraite les seniors et de faire de l'Unedic, la première grande caisse de retraite.

La politique de François Hollande et Manuel Valls, que la CFDT approuve notamment le pacte de responsabilité, met à mal les chances d'une reprise économique. Deux rapports publics viennent de pointer les effets récessifs de l'austérité : [celui de la rapporteure générale \(PS\) du budget à l'Assemblée, Valérie Rabault](#), et [la dernière « Note de conjoncture » de l'Insee](#) qui prévoit une croissance atone, un chômage toujours galopant et une quasi-stagnation du pouvoir d'achat. Le gouvernement réplique qu'il s'agit là "de calculs en chambre", trop théoriques. La CFDT aussi ?

Le débat idéologique entre l'offre et la demande me paraît caricatural. C'est l'offre et la demande. Quant à la gestion de la majorité parlementaire, ce n'est pas mon problème. Ce qui est sûr c'est qu'il ne faut pas une politique de baisses des dépenses publiques qui soit trop rapide, nous l'avons toujours dit. Les dotations aux collectivités territoriales ont un très fort impact sur l'investissement public qui va vers le bâtiment. Si on baisse trop ces dotations, les impacts seront considérables sur l'emploi. Ce n'est pas un débat d'experts mais regarder les situations en face. Nous ne sommes pas contre la maîtrise des dépenses publiques mais il y a une question de rythme et de sens. Lorsque c'est fait de manière comptable uniquement, ce n'est pas satisfaisant. Nous n'étions pas d'accord sur le gel des minimas sociaux, le gel des basses pensions comme nous trouvons anormal que les fonctionnaires ne soient pas augmentés et que leur point soit gelé. Ce n'est pas choisir entre la maîtrise budgétaire avec une logique aveugle ou la dérive. La question, c'est quelle société veut-on construire et quels choix cela implique ?

Mais n'avez-vous pas pris un risque en signant le pacte de responsabilité et en validant de fait une baisse des charges pour les entreprises et une rigueur budgétaire qui va entraîner le gel de nombreuses prestations sociales ?

La CFDT s'est engagée sur la baisse des prélèvements des entreprises en contrepartie d'investissements et d'emplois, des jeunes, des seniors. Elle ne s'est jamais engagée sur la rigueur, les plans aveugles de baisses de dépenses publiques qui ont commencé bien avant le pacte de responsabilité. Si le patronat ne joue pas le jeu en ce qui concerne le pacte, il perdra ses baisses de charges après 2015, c'est tout l'objet de l'observatoire que nous voulons mettre en place pour s'assurer des contreparties. Est-ce qu'on prend un risque ? Tous les matins, on prend un risque. Entre le risque de s'engager et celui de ne rien faire, laissant la société se déliter, le chômage progresser, les travailleurs se réfugier dans des votes extrémistes, nous choisissons la première option. Soit on

reste dans sa posture, soit on prend des risques et la CFDT a deux avantages pour en prendre : elle sait où elle veut aller, vers une société plus apaisée, et une cohérence interne qui est forte. Nos militants sont pour le pacte de responsabilité à condition que les patrons jouent le jeu. Si ces derniers ne jouent pas le jeu, ils porteront la responsabilité de l'échec.

Emploi, retraites, pacte de responsabilité... Vous avez approuvé toutes les grandes réformes depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Mais depuis la double claque aux municipales et aux européennes, qui a plongé le parti socialiste dans les abîmes, depuis la percée du Front national, vous avez haussé le ton à l'encontre du gouvernement et vous essayait de prendre vos distances. La CFDT va-t-elle pouvoir rester longtemps sur "la ligne de crête" au nom d'un syndicalisme d'engagement pour reprendre vos propos ?

En 2003, en 1995, nous étions considérés comme trop proches de la droite. Nous sommes toujours considérés comme trop proches car nous nous engageons quel que soit le gouvernement. Je n'ai pas durci le ton ces dernières semaines plus qu'auparavant. Je n'ai cessé de répéter que ce gouvernement avait un problème de cap, qu'il devait accélérer. Je constate que les salariés nous font confiance. Le sondage, [paru dans Le Parisien](#) le week-end dernier, l'atteste. 48 % des sondés nous préfèrent à la CGT (17 %) ou à FO (17 %). Je ne suis pas dans une posture. Je poursuis les objectifs fixés par nos militants : exigence, construction, engagement et prise de risque. Notre ligne de crête consiste à avancer sur un chemin escarpé et à composer d'un côté, avec un monde politique en grave et de l'autre côté, des partenaires sociaux et des organisations syndicales qui rechignent à s'engager. Si la CFDT peut le faire, c'est parce qu'elle a su trancher ces débats en interne.

Mais comment vous défaire de l'image qui colle à la CFDT d'un syndicat très, trop proche du pouvoir ? Vous-même êtes qualifié de ministre du Travail bis...

Je suis beaucoup moins proche du pouvoir que ceux qui me reprochent de l'être ! Ceux qui m'attaquent de la sorte connaissent tous les ministres avant qu'ils n'accèdent au pouvoir car ils fréquentent le même parti politique ou qu'ils les ont côtoyés ici ou là. Moi je n'en connaissais aucun, ni Michel Sapin, ni François Rebsamen, ni Marisol Touraine, ni Manuel Valls avant de prendre mes fonctions. Je suis un syndicaliste et mon rôle, est de contribuer à reconstruire notre pays, de redonner confiance, de l'espoir, de réduire les inégalités. S'il faut pour cela à voir une image négative sur le front, tant pis.

Comment jugez-vous les deux ans qui viennent de s'écouler pour l'exécutif ?

Ce sont deux années difficiles où plein de choses n'ont pas fonctionné. Il a manqué un cap clair sur une politique économique et sociale, sur ce que l'on veut faire de l'Europe, de la France. Il a manqué aussi de l'autorité. L'écotaxe est un exemple criant. Cette loi a été votée par tout le parlement mais parce que des mouvements manipulés par des patrons l'ont remise en cause comme le mouvement des pigeons avait remis en cause la fiscalité, le gouvernement a reculé. Quand une décision est prise, qui plus est dans la concertation, le dialogue social, elle doit être appliquée.

Et comment jugez-vous les premiers mois de Manuel Valls ?

Il est volontariste, montre le cap, affirme ses choix même dans la contestation. Est-ce que cela marchera ou pas ? On verra dans six mois. Je ne crois cependant pas à l'homme providentiel, ni à la recette miracle. La France a besoin d'une mobilisation collective.

Le mois de juin est particulièrement tendu sur le front social. Grève à la SNCF que vous avez jugé « inutile », mouvement des intermittents du spectacle contre la nouvelle convention d'assurance-chômage qui continue de menacer les festivals de l'été en dépit de la concertation lancée par le Premier ministre Manuel Valls, etc... La CFDT préfère la négociation plutôt que les grèves, les manifs, la contestation. Mais cela n'est-il pas nécessaire parfois ?

Nos militants utilisent la grève mais pour obtenir des résultats car c'est un outil de l'action syndicale si nous ne sommes pas écoutés, pour peser dans le rapport de force. On ne revient pas sur son bien-fondé. La grève, ce n'est ni vertueux, ni condamnable mais il faut qu'elle soit utile. Dans le conflit à la SNCF, elle a été inutile car la réforme ferroviaire avait été discutée en amont y compris et principalement avec la CGT, majoritaire dans cette entreprise et à l'origine de la grève. Là, c'était une grève de posture qui pénalise le mouvement syndical.

À propos du conflit des intermittents, l'État va prendre en charge en lieu et place de l'Unedic, le différé d'indemnisation, l'une des mesures les plus contestées. Vous avez dénoncé une rupture d'équité entre les droits des autres chômeurs et précaires. N'est-ce pas dangereux que

l'Etat mette la main à la poche sur ce qui relève de la solidarité interprofessionnelle - c'est d'ailleurs un souhait du Medef ?

C'est une bonne chose que le gouvernement s'interroge sur son rôle dans l'indemnisation des intermittents. Je ne sais pas ce que veut le Medef mais nous, à la CFDT, souhaitons que l'État prenne sa part de responsabilité dans le financement d'un système à bout de souffle qui ne peut pas reposer que sur les salariés du privé. Nous sommes pour la préservation du régime de l'intermittence. Nous souhaitons que ce système unique en Europe continue de relever de la solidarité interprofessionnelle mais il faut que l'État et la profession s'organisent pour alimenter une solidarité nationale sur l'aide à la culture. Par ailleurs, ce n'est pas à l'Unedic et donc aux salariés du privé de payer les abus du système notamment dans l'audiovisuel public. Que des permanents relèvent de l'intermittence, ce n'est pas normal. Je n'attaque pas la culture en disant cela. Je la défends au contraire. Contrairement à ce que dit Aurélie Filipetti, la CFDT est représentative chez les intermittents. Elle est première chez les prestataires techniques, dans le spectacle vivant et les structures mobiles, dans le cinéma, dans l'audiovisuel privé. Elle est deuxième dans l'audiovisuel public, dans les domaines artistiques et culturels.

Mais pourquoi les partenaires sociaux qui siègent à l'Unedic n'ont jamais pris en compte les contre-propositions pertinentes du comité de suivi qui planche depuis onze ans sur une refonte de l'intermittence ? Pourquoi avoir attendu une énième crise menaçant l'été culturel comme en 2003 ?

Il faut rétablir la vérité. En février dernier, la CGT était présente à la table des négociations. Je rappelle qu'elle n'a jamais signé une seule convention d'assurance-chômage depuis que l'Unedic existe. Elle n'a donc jamais signé, œuvré pour le maintien des annexes 8 (techniciens) et 10 (artistes) que le patronat voulait ni plus ni moins supprimer. Si ces annexes spécifiques figurent toujours dans l'indemnisation des chômeurs, c'est parce que des syndicats les ont défendus en signant : la CFDT, la CFTC, FO mais pas la CGT !

Ce jeudi, la CGT et Force ouvrière ont appelé à une grande journée de mobilisation interprofessionnelle à travers la France pour amplifier le mouvement contre le pacte de Valls et faire fléchir le gouvernement. Ils ont eu tort ?

Non je ne me permettrai jamais de critiquer leur démarche. Je ne la partage pas. C'est tout. La CFDT n'a ni grand frère, ni grande sœur. Elle porte sa vision, un syndicalisme réformiste, critique et constructif. Que certains ne soient pas dans la même logique, je le respecte. Est-ce que ce sera une grande journée pour eux ? Ce n'est pas mon problème.

Vos relations ne sont pas au beau fixe avec les autres syndicats en particulier la CGT. Seuls alliés : la CFTC représentative mais au faible poids et l'UNSA, pas représentative. Même le syndicat des cadres, la CFE CGC, la joue solo et vous accuse d'être un syndicat officiel depuis la nouvelle convention-chômage. Vos rapports vont-ils s'améliorer dans les mois qui viennent ?

Il n'y a pas beaucoup d'organisations syndicales qui se portent bien. Nous sommes sans doute la seule. Il faut s'interroger. Les salariés attendent des syndicats qu'ils soient utiles, pas uniquement dans la contestation. Dans les entreprises, il y a beaucoup plus de pragmatisme que dans les grands discours nationaux et la CGT signe de nombreux accords. Nous ne sommes pas en guerre. Il est normal qu'il existe plusieurs courants de pensée au sein du syndicalisme. Ensuite, nous sommes preneurs de propositions communes mais le problème du syndicalisme, c'est qu'on est toujours ensemble contre mais jamais ensemble pour quelque chose. En janvier, on a rédigé une déclaration commune avec la CGT sur les contreparties au pacte de responsabilité, notamment la création d'un observatoire des aides aux entreprises mais la CGT n'est pas allé plus loin. La CFDT ne fait pas de l'unité syndicale un problème mais elle n'en fait pas non plus une condition de son action.

Régulièrement, les centrales syndicales apparaissent débordées par leurs bases. On l'a vu récemment avec la CGT dans le conflit à la SNCF ou à la Redoute et chez Mory Ducros pour la CFDT. Sans compter les frondes hétéroclites qui secouent le pays comme celles des bonnets rouges qui ont fait reculer le gouvernement sur l'écotaxe. Le syndicalisme n'est-il pas à côté de la plaque aujourd'hui ?

Non, pas à la CFDT. La preuve, c'est que notre organisation progresse en nombre d'adhérents. Le monde du travail, la société sont très bousculés. Je ne vois pas pourquoi nous serions épargnés. A la redoute et chez Mory-Ducros, nous avons fait des choix dans des moments très douloureux de licenciements mais nous n'avons pas été débordés par la base. Quant aux bonnets rouges, c'est une

instrumentalisation des patrons bretons. Ce qui est sûr, c'est que les syndicats comme tous sont percutés par la crise des institutions de la représentation collective. Donner du sens collectif dans une société qui se délite, c'est très difficile. Les salariés sont beaucoup plus en attente d'engagements que de postures. Les citoyens français sont même plus matures sur certains problèmes posés à la société que les politiques et le renouveau de notre démocratie passera par les citoyens.

Le bras de fer est permanent avec le patronat. Le dialogue social n'est-il finalement pas une comédie, de la communication plus qu'une réalité alors que François Rebsamen, à peine installé ministre du Travail, a proposé fin mai de geler pendant trois ans les seuils sociaux dans les entreprises ?

Je dis souvent qu'il y a beaucoup de croyants mais peu de pratiquants en matière de dialogue social. Pour la CFDT, ce n'est pas une méthode mais une conception de la démocratie qui se rapporte à d'autres terrains que l'entreprise et le travail. Le seul problème, c'est le patronat qui hésite entre trois options : soit le dialogue social est un frein, soit il est un mal nécessaire, soit il est un outil de performance économique et sociale. Au sein des partis politiques à gauche comme à droite, on retrouve ces trois conceptions. Côté partenaires sociaux, il n'y a que nous et les autres syndicats réformistes qui portions vraiment la troisième option.

Qu'attendez-vous de la conférence sociale des 7 et 8 juillet ? Les limites de l'exercice n'ont-elles pas été atteintes ? Pourquoi les syndicats continuent d'y participer ?

Il y a une attente surdimensionnée sur ce type d'évènements. À quoi sert la conférence sociale ? À décider d'engager des négociations, à en fixer le calendrier. L'an dernier, nous avons décidé un plan de formation des demandeurs d'emploi aux métiers en tension. Nous en avons fait 37 000 en 2013, plus de 100 000 cette année. Mais la conférence sociale n'est pas un miracle qui va faire tomber de cinq points le chômage. C'est une conception du dialogue entre l'État, les patrons, les syndicats, et les représentants des régions. Cette année, nous attendons des mesures fortes sur l'apprentissage dans le cadre des engagements des patrons dans les branches, sur l'insertion des chômeurs, sur les grilles de classification dans les branches qui n'ont pas été revues, ce qui plombe le pouvoir d'achat des salariés et la reconnaissance de leurs compétences. Alors oui ça ne fait pas rêver. La formule peut être revue. Elle sera d'ailleurs plus ramassée. Mais je crois qu'il faut ni la survendre ni la sous-estimer. C'est un moment de discussion, de confrontation où émergent des pistes qu'on tente de mettre en place.

Craignez-vous un automne social chaud ?

Je crains que la situation ne continue à se dégrader. Il ne suffit pas d'attendre que la France gagne la Coupe du monde pour donner le moral aux Français. Je ne crains pas des explosions sociales, si elles doivent lieu, il y a des raisons, mais l'absence de solutions qui fera le des extrêmes.